



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

électricité

Question au Gouvernement n° 3715

Texte de la question

EDF

M. le président. La parole est à M. Denis Baupin, pour le groupe écologiste.

M. Denis Baupin. Madame la ministre de l'énergie, la démission du directeur financier d'EDF constitue un signal d'alarme de plus sur la situation préoccupante de l'entreprise.

L'opposition des écologistes au projet Hinkley Point est connue, mais, quand ce sont le directeur financier et les syndicats qui, pour la première fois de l'histoire, s'opposent à un investissement nucléaire, quand le rapport d'audit interne et les agences de notation soulignent qu'il y a de gros risques pour l'entreprise, peut-être est-il temps de remettre à plat ce dossier, et ce d'autant plus que la crise que connaît EDF ne se limite pas, loin s'en faut, à ce seul projet.

Le monde de l'énergie traverse une profonde mutation. Les vieilles énergies, charbon, pétrole, gaz, uranium, subissent un double choc : elles sont mises en concurrence par les énergies renouvelables compétitives et leurs *business models*, fondés sur une croissance éternelle de la consommation, sont remis en cause par l'efficacité énergétique.

EDF, dépendant à 80 % de la même énergie, est très vulnérable. Le vieillissement du parc suscite de fortes inquiétudes, y compris à l'étranger. Il conduit à un triplement des coûts de maintenance, à un mur d'investissement pour l'entreprise et à une forte vulnérabilité aux décisions de l'ASN sur les quarante ans.

Pourtant, c'est notre conviction, il est encore possible de sauver EDF, à condition que l'entreprise regarde vers l'avenir et pas seulement vers son glorieux passé et qu'elle investisse en conséquence car, au moment où le nucléaire est contraint à de douloureuses suppressions d'emplois, les renouvelables embauchent chaque année des milliers de personnes. C'est un signe de plus que la transition énergétique est une chance, à condition qu'on sécurise les parcours professionnels dans cette mutation rapide.

Madame la ministre, vous avez piloté la loi relative à la transition énergétique. Comment allez-vous agir pour qu'EDF comprenne enfin que c'est une formidable opportunité pour elle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe écologiste.*)

M. Bernard Accoyer. Vous aurez tout cassé !

M. le président. La parole est à Mme la ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat.

Mme Ségolène Royal, *ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer, chargée des relations internationales sur le climat*. Monsieur le député, EDF est une grande entreprise nationale à vocation internationale.

M. Yves Fromion. Était !

Mme Ségolène Royal, *ministre*. Pour accompagner la mutation de cette entreprise, il faut tenir des propos positifs qui l'encouragent et ne pas systématiquement la victimiser ou mettre le doigt sur un certain nombre de points qui doivent évoluer.

M. Bernard Accoyer. À force de faire n'importe quoi, on arrive à des catastrophes !

Mme Ségolène Royal, *ministre*. EDF, aujourd'hui, investit autant dans les énergies renouvelables que dans le nucléaire. Sa branche consacrée aux renouvelables a dégagé des bénéfices et créé des emplois en 2015. Au cours des deux dernières années, c'est-à-dire depuis le début du débat sur la loi de transition énergétique, le nombre de raccordements d'énergie en photovoltaïque a augmenté de 40 %.

EDF se bat donc pour redresser la situation en investissant dans les énergies renouvelables mais aussi en exportant. C'est le cas de l'opération Hinkley Point, qui a été pourtant contestée. À chaque fois qu'EDF vend un EPR à l'étranger, ce sont 4 000 emplois qui sont créés sur le territoire français.

Nous accompagnons cette mutation. Aujourd'hui, vous l'avez rappelé, le cadre est clair : c'est la loi de transition énergétique. Les investissements peuvent donc être projetés vers le futur.

EDF est encouragée à continuer la montée en puissance en énergies renouvelables pour contribuer à atteindre l'objectif de 40 % d'énergies renouvelables dans le mix électrique...

M. Bernard Accoyer. Vous savez très bien que cela ne tient pas debout !

Mme Ségolène Royal, *ministre*. ...et à abaisser la part du nucléaire en programmant à la fois la prolongation d'un certain nombre de réacteurs et l'arrêt d'un certain nombre d'autres,...

M. Bernard Accoyer. Votre responsabilité est considérable !

Mme Ségolène Royal, *ministre*. ...dans le cadre du débat démocratique que nous avons eu et que nous continuerons à avoir pour élaborer la programmation pluriannuelle de l'énergie. (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.*)

M. Bernard Accoyer. Votre politique énergétique est une honte !

Données clés

Auteur : [M. Denis Baupin](#)

Circonscription : Paris (10^e circonscription) - Écologiste

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3715

Rubrique : Énergie et carburants

Ministère interrogé : Environnement, énergie et mer

Ministère attributaire : Environnement, énergie et mer

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 mars 2016](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 mars 2016](#)